



Accueillir et protéger les réfugié·es : il y a urgence !

La tragédie qui s'est déroulée le 14 juin dernier dans la mer Ionienne, à proximité des côtes de la Grèce, vient nous rappeler l'urgente nécessité d'accueillir dignement les personnes qui demandent l'asile dans l'Union Européenne et en France en particulier. Ce terrible naufrage, le plus meurtrier depuis 2015 si l'on tient compte des 500 personnes disparues en plus de la centaine de morts avérés, est symptomatique des conséquences mortifères des politiques dissuasives de surveillance et de refoulement des navires transportant des migrant·es mises en application par Frontex.

Alors qu'il est avéré que l'intervention des secours a été très tardive, et que de nombreux témoignages de survivant·es rapportent que les garde-côtes grecs ont voulu remorquer leur navire à l'aide d'une corde, ce qui ne correspond en rien aux procédures réglementaires officielles de sauvetage, une enquête est, de fait, indispensable pour faire la lumière sur d'éventuelles pratiques illégales qui auraient davantage participé à mettre en danger la vie des personnes embarquées qu'à les secourir.

À l'occasion de la journée mondiale des réfugié·es, la FSU tient à réaffirmer son soutien à une politique migratoire d'accueil et de protection fondée sur les principes de liberté de circulation et de respect des droits humains fondamentaux. Elle dénonce avec fermeté les campagnes politiques et médiatiques imprégnées de la rhétorique de droite extrême et d'extrême-droite qui présentent les migrant·es comme des menaces à la sécurité et au bien-être des habitant·es de notre pays pour mieux légitimer des politiques répressives et discriminatoires envers ceux et celles qui cherchent refuge en France. Elle s'oppose enfin au projet de loi asile et immigration qui s'attaque aux droits des migrant·es et cherche à les restreindre toujours davantage.

Les Lilas, le 20 juin 2023

